Une exigence de transformations rapides

L'université hongroise entre massification et ouverture européenne

A demand for quick changes. The Hungarian university: Between massification and the opening to Europe

Una exigencia de transformaciones rápidas. La Universidad húngara, entre masificación y apertura europea

Ildikó Hrubos

Traducteur : Robert Elbaz

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/251>

DOI : 10.4000/ries.251

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2007

Pagination : 63-74

ISBN : 978-2-85420-570-1

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Ildikó Hrubos, « Une exigence de transformations rapides », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 45 | septembre 2007, mis en ligne le 23 juin 2011, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ries/251> ; DOI : 10.4000/ries.251

Une exigence de transformations rapides

*L'université hongroise entre massification et ouverture européenne**

Ildikó Hrubos

LA DIVERSIFICATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN EUROPE

Deux modèles fondamentaux ont conditionné le développement du réseau institutionnel de l'enseignement supérieur au cours du XX^e siècle. La caractéristique principale du soi-disant modèle intégré européen est que les institutions régies par le même statut légal présentent théoriquement le même contenu et la même qualité, tant en matière d'enseignement que de recherche. Il n'existe aucune différence en ce qui concerne le prestige universitaire des diplômes qu'elles délivrent. Le contrôle de l'État, ainsi que son accréditation et son financement, étaient les garanties de cette structure en Europe continentale. À l'origine, les traditions et la force de la communauté universitaire jouaient le même rôle dans le modèle britannique. Le système universitaire américain, lui, a été marqué dès l'origine par la grande diversité de fondateurs et de grands argentiers, de clients, de missions professionnelles, de niveaux et de frais de scolarité. Le schéma de fonctionnement européen, fondé sur le contrôle de l'État, ne saurait être interprété à la lumière de ce modèle.

L'augmentation du nombre d'étudiants, dès le début des années soixante, a créé partout de la différenciation, en raison du changement du rôle social de l'enseignement supérieur. La composition de la population étudiante est devenue hétérogène selon des critères de stratification sociale, d'âge et de motivation. Les nombreux types de nouvelles demandes générées par le marché du travail et par la différenciation des sciences (apparition de nombreux départements et cursus nouveaux) ont également eu un impact sur cette évolution. Des institutions n'ayant pas le statut universitaire (*Fachhochschule*¹, école professionnelle, école professionnelle régionale, institut universitaire du premier cycle, centre universitaire du premier cycle, établissement polytechnique, etc.), aux programmes plus courts et plus axés sur une pratique professionnelle, sont apparus, parallèlement aux universités. Sous l'effet de la

* Article traduit par Robert Elbaz.

1. École de sciences appliquées, équivalent des IUT en France (NdT).

stagnation de la croissance économique au cours des années quatre-vingts, les gouvernements européens sont passés d'une gestion directe par l'État à une gestion indirecte, ce qui a encouragé les universités à rechercher des revenus complémentaires à partir de sources extérieures, non gouvernementales. Ce processus s'est accéléré à la fin du XX^e siècle et au cours des premières années du XXI^e siècle. Une forte pression sociale, exigeant un accroissement permanent du nombre d'étudiants, et les perpétuelles difficultés financières qui en ont résulté ont conduit à une crise permanente de l'enseignement supérieur. Entre-temps, ce même enseignement supérieur a souvent fait l'objet de toutes les critiques de la part des acteurs économiques et sociaux, guère satisfaits de son bilan. La solution pour sortir de cette crise est d'introduire un nouveau contrat social qui clarifie ses fonctions, ses valeurs et son mode de fonctionnement.

Toutefois, le processus de différenciation présenté plus haut n'est en aucun cas un processus à sens unique. Le contrôle de qualité géré par l'État et la concurrence encouragée par les organismes à l'origine des recherches ont un effet d'homogénéisation certain. La création de l'espace européen de l'enseignement supérieur, qui s'est fixé pour but d'harmoniser les systèmes européens d'enseignement supérieur et d'en accroître la transparence, a lui aussi, de toute évidence, contribué à cette homogénéisation. Mais, en même temps, le Processus de Bologne met l'accent sur le niveau institutionnel. Or l'autonomie institutionnelle s'avère être l'un des principes fondamentaux. La singularité, la concurrence et la quête de l'excellence ont joué un rôle significatif dans ce processus. Après tout, les institutions individuelles entrent en concurrence dans le cadre de l'espace européen de l'enseignement supérieur. De nos jours, cette concurrence ne s'exerce pas seulement au niveau national, mais aussi au niveau européen, que ce soit pour les étudiants, le financement de la recherche ou la conquête d'autres ressources. L'Europe toute entière baigne dans un contexte de plus en plus concurrentiel, qui donne à la différenciation de l'enseignement supérieur une dimension globale et transnationale.

LES SPÉCIFICITÉS HONGROISES

Le système universitaire hongrois actuel s'inspire largement du modèle humboldtien², tout en incluant certains éléments du modèle napoléonien. Après le changement politique de 1948-1949, durant la première phase de la période marquée par le socialisme d'État, le système universitaire a été modifié selon les critères du modèle soviétique. L'un de ses éléments essentiels était la séparation entre enseignement et recherche, ce qui signifiait que les universités étaient

2. Wilhelm von Humboldt, (1767-1835) : linguiste, fonctionnaire, diplomate, et philosophe allemand. Il fonda l'Université Humboldt en 1810 à Berlin – ce qui en fait un visionnaire en matière de recherche et de pédagogie, capable de comprendre la nécessité de confronter les disciplines pour faire avancer le savoir sans préjugés. L'Université ne reflète pas un système philosophique, mais est fondée sur la libre recherche et la collaboration des étudiants et des professeurs. (Source : Wikipedia).

privées du droit de délivrer des diplômes de docteur ès sciences. Ce droit fut transféré à l'Académie des sciences hongroise. Après la mise en place par l'Académie des sciences du réseau des instituts de recherche, la plus grande partie de la recherche fondamentale fut menée dans ces instituts. La spécialisation disciplinaire des académies a induit une spécialisation équivalente au niveau des universités, soit par création de nouvelles universités à champ disciplinaire étroit, soit par éclatement et autonomisation de facultés appartenant à des universités préexistantes et disciplinaires. Le double système d'enseignement a émergé dans les années 1970 avec la création de structures d'enseignement mettant en place des cursus courts, orientés vers la pratique professionnelle ou la formation des enseignants. Le taux moyen d'accès à l'enseignement supérieur n'excédait pas 10 % avant les changements politiques de 1990. Le processus qui a consisté à combler le retard par rapport au niveau européen de l'enseignement supérieur et de la recherche a débuté peu après. Le cadre en a été défini par la loi relative à l'enseignement supérieur adoptée par le parlement hongrois en 1993. Cette loi garantissait l'autonomie des universités en introduisant la notion de gestion indirecte, rétablissait le droit des universités à délivrer des diplômes scientifiques, leur permettant enfin de développer et de mettre en place des cursus de doctorat. Elle a également rendu possible la création d'établissements d'enseignement supérieur privés. Les établissements d'enseignement supérieurs confessionnels furent reconnus comme faisant partie intégrante du système de l'enseignement supérieur, ce qui en retour facilita la création d'autres établissements confessionnels. Le gouvernement consentit à l'augmentation du nombre d'étudiants. En raison d'une expansion rapide, le nombre d'étudiants inscrits avait quadruplé en 2006, et le taux de scolarisation atteignait quasiment 50 %. Le réseau institutionnel et l'administration en charge de l'enseignement supérieur éprouvaient de plus en plus de difficultés à gérer ce secteur immense. Dans la seconde moitié des années quatre-vingt-dix, le ministère de l'éducation a lancé un programme de modernisation et de rationalisation des institutions du réseau d'établissements, dont les principes étaient semblables à ceux des programmes de fusionnement des pays occidentaux développés durant les années quatre-vingts (par exemple en Australie et aux Pays-Bas). Ce programme incluait la fusion des établissements de petite taille ou spécialisés (essentiellement les écoles professionnelles), ou leur intégration dans une université. C'était une spécificité hongroise que d'intégrer les facultés au sein d'universités (ou d'une partie d'entre elles) séparées par des considérations politiques en 1948-1949. Selon la loi, seuls les établissements fonctionnant dans au moins deux disciplines scientifiques peuvent obtenir un statut universitaire, si bien qu'en 2000, la plupart des universités spécialisées avaient cessé d'exister.

La modernisation du contenu des cursus débuta également. Grâce à la mise en place du programme TEMPUS, de nombreux enseignants purent acquérir de l'expérience dans les universités des pays occidentaux développés.

Les étudiants purent eux aussi bénéficier pour la première fois de la même mobilité dans le cadre des échanges mis en place par la Communauté européenne. La Hongrie rejoignit le Processus de Bologne dès les premières discussions, en 1999. La nouvelle loi relative à l'enseignement supérieur, adoptée en 2005, a régulé le nouveau système éducatif ainsi que son mode de gestion institutionnelle et financière. En 2006, à l'exception de certains domaines spécialisés, l'enseignement a commencé à être délivré dans tous les établissements dans le cadre d'un système englobant plusieurs cycles.

LES ATTENTES

Les particularités du développement historique de l'enseignement supérieur hongrois évoquées plus haut expliquent la situation actuelle, la complexité des attentes liées au devenir de cet enseignement, mais aussi les problèmes non résolus et les débats qu'ils suscitent. Les problèmes et les questions qui font débat sont en tous points semblables à ceux qui ont eu lieu plus tôt dans les pays développés. La différence est que les problèmes déjà résolus ailleurs sont survenus plus tard et ne sont toujours pas résolus en Hongrie. Le débat sociétal portant sur le rôle de l'enseignement supérieur, sur son système administratif et financier, qui a eu lieu dans les années quatre-vingts et quatre-vingt-dix, ne survient en Hongrie que maintenant. Mais l'enseignement supérieur hongrois doit en même temps également faire face aux nouveaux défis que tous les pays développés ont été amenés à relever : mondialisation de l'enseignement supérieur et de la recherche, concurrence internationale sans précédent, création de l'espace européen de l'enseignement supérieur, mise en place d'un système éducatif souple proposant des cycles multiples.

Durant la première partie du processus de modernisation entamé en 1990, l'attention a porté sur la fonction de formation des universités et des établissements supérieurs. Le principal effort institutionnel encouragé par le gouvernement a porté sur l'accroissement du nombre des étudiants, la création de nouveaux établissements et l'élargissement de leur profil. Le système de financement a sans nul doute encouragé ces efforts. L'indexation de la participation financière de l'État sur le nombre d'étudiants fut l'élément décisif dans le modèle de financement du type « selon la formule ». Cet accroissement rapide, au niveau le plus général, entraîna une démocratisation, c'est-à-dire que l'enseignement supérieur devint accessible à un cercle significativement plus élargi d'étudiants. Cette ambition gouvernementale répondait à une attente sociale. Cependant, vers le milieu des années 2000, les discussions s'intensifièrent, tant sur la pertinence d'une telle augmentation que sur la création de certains de ces nouveaux établissements, ou sur leur accréditation, dans le cas d'établissements privés. Les perspectives d'emploi de cet énorme réservoir de diplômés, le phénomène sans précédent du chômage qui les frappe et, plus

généralement, la détérioration de la qualité de l'enseignement liée à sa massification, devinrent des questions essentielles, à la fois professionnelles et politiques. Simultanément, les difficultés persistantes de financement n'ont pas manqué de soulever le problème de l'efficacité économique de ces mesures. Le Processus de Bologne a rendu les sociétés et les institutions encore plus sensibles à la fonction éducative des universités. Les changements induits par le nouveau système éducatif ont fait ployer les établissements, déjà surchargés de travail par les tâches générées par l'accroissement soudain du nombre d'étudiants.

La question du rôle de la recherche concerne un cercle plus restreint de la société, quoique fort important. La création de l'espace européen de la recherche et la concurrence aiguisée en matière de recherche, tant aux plans national qu'international, constituent un défi de taille, au premier chef pour les grandes universités. Les discussions relatives à la division optimale des tâches ou à la collaboration entre universités et les instituts de recherche de l'Académie hongroise des sciences, dont la réforme est en cours, demeurent d'actualité. Cette réforme vise à clarifier la place et le rôle de cette prestigieuse institution dans le monde universitaire européen et hongrois, en pleine mutation. De nombreux arguments ont été présentés quant à la nécessité d'accroître la participation des instituts de recherche et des chercheurs de l'Académie des sciences hongroise dans l'enseignement supérieur, tout spécialement en ce qui concerne les programmes de doctorat. Le financement de la recherche est une ligne comptable indépendante dans le financement global des universités, qui dépend du nombre d'enseignants impliqués dans la recherche en question. La loi de 2005 relative à l'enseignement supérieur a ouvert des perspectives aux activités des établissements de recherche orientées vers le commerce et les entreprises, qui ont facilité la recherche et l'obtention de sources de financement externes, y compris pour les programmes de recherche. Durant les cinq ou six dernières années, certaines universités importantes ont créé des pôles de recherche, des pôles d'innovation et des pôles scientifiques totalement indépendants des contraintes budgétaires imposées par l'état (appelées périphéries), afin d'y gérer leurs programmes de recherche.

DIFFÉRENCIATION ET STRATIFICATION DES ÉTABLISSEMENTS

La différenciation et la stratification des établissements d'enseignement supérieur hongrois sont identiques à celles des autres États membres de l'Union européenne. La seule différence est que le processus n'a débuté en Hongrie qu'après 1990. Il s'est développé très rapidement mais n'a pas encore été mené à son terme.

Le nombre d'établissements a augmenté, passant de 57 en 1989 à 72 en 2006, essentiellement à cause de l'entrée d'établissements confessionnels : d'une part, de nouveaux établissements ont été créés, d'autre part quelques établissements préexistants ont été intégrés au système hongrois d'enseignement supérieur. Quatorze nouveaux établissements privés ont également été fondés, si bien que le système d'enseignement supérieur, autrefois homogène, s'est scindé en trois secteurs.

Les nouveaux établissements, essentiellement ceux gérés par des congrégations religieuses, sont de taille très réduite puisque le nombre d'étudiants ne dépasse pas mille. À cause de la fusion, en 2000, des établissements administrés par l'État, leur nombre est tombé de 59 à 31, alors que le nombre d'étudiants fréquentant ces établissements de taille conséquente a, lui, augmenté : dans dix de ces établissements, le nombre d'étudiants dépasse les dix mille. On peut donc dire que la différence de taille a considérablement progressé.

Bien que l'on puisse dire que la taille réduite caractérise surtout les établissements confessionnels ou privés, et de façon plus générale les établissements professionnels, il existe également des établissements professionnels d'État fréquentés par plus de dix mille étudiants, tout comme il existe une université confessionnelle de taille beaucoup plus importante.

La différenciation des établissements par domaine d'enseignement n'a pas été un processus à sens unique dans le cas des établissements gérés par l'État. Sous l'effet de l'intégration de ces établissements, le profil éducatif des universités s'est homogénéisé, puisque les universités spécialisées dotées d'un éventail professionnel étroit ont cessé d'exister, remplacées par des universités englobant des domaines scientifiques variés. On peut observer un processus en tous points semblable pour les établissements professionnels, puisque les établissements les plus importants ne sont plus spécialisés. Ils ont tenté de stabiliser leur position en élargissant leur offre professionnelle, en proposant des filières considérées comme porteuses. Néanmoins, il subsiste tout de même des établissements professionnels spécialisés.

La plupart des établissements supérieurs confessionnels n'assurent qu'un enseignement religieux, mais certains d'entre eux proposent des cursus de formation des enseignants, de formation sociale ou d'autres formations en sciences humaines. Presque tous sont de structure classique, c'est-à-dire qu'ils sont constitués de différentes facultés, couvrant différentes disciplines scientifiques. La plupart des établissements privés assurent une formation en informatique, en commerce, communication et sciences sociales.

La ville et la communauté de Budapest – c'est là une particularité hongroise – pèsent de tout leur poids, à tous points de vue, y compris en matière de diplômes universitaires. Les développements des quinze dernières années ont confirmé que les universités de Budapest sont parmi les premières

du pays et attirent des étudiants venus de tout le pays. On constate cependant que, grâce à la fusion des établissements et à la politique de financement menée par le gouvernement, les universités des autres villes ont également consolidé et étendu leur profil particulier et leur rôle régional.

En accord avec les principes du Processus de Bologne, le but de la loi relative à l'enseignement supérieur est de rapprocher le statut des universités de celui des établissements professionnels. Bien que la différence de nature entre les deux soit corroborée par la différence d'appellation, il est significatif que les personnes à leur tête soient dans les deux cas appelées « recteurs », alors que par le passé, seules les universités avaient des recteurs, les établissements professionnels étant, eux, dirigés par des directeurs. C'est également un signe de rapprochement que, au terme de la loi, les universités et les établissements professionnels puissent délivrer des diplômes de licence et de master, alors que les établissements professionnels ne pouvaient précédemment délivrer que des licences. Cela dit, la mise en place des cursus de doctorat est du seul ressort des universités. Sous la houlette du Comité hongrois d'accréditation, l'accréditation des nouveaux cursus de licence et de master correspondant aux directives de la réforme européenne de l'enseignement supérieur a établi les mêmes critères pour les universités et les établissements professionnels en ce qui concerne les cursus obligatoires et le contenu professionnel.

Les universités les plus importantes réagissent à ces efforts de normalisation et souhaitent obtenir un statut d'université de recherche, ce qui aurait des conséquences sur leur fonctionnement et leur gestion, entre autres sur leur financement. En principe, le gouvernement soutient cette réforme et les discussions professionnelles et politiques portant sur le cadre général de la loi continuent.

L'intérêt croissant pour le classement des universités est un signe évident de différenciation entre établissements. Différents classements ont été proposés, selon des exemples internationaux ou fondés sur les méthodes individuelles et des indices de performance.

Récemment, et non sans référence aux processus européens, les experts et le gouvernement ont éprouvé le besoin de définir les différents types d'établissements de l'enseignement supérieur en fonction de leur mission. Le système d'évaluation et de financement devrait être mis au point en fonction de ces définitions.

LA SITUATION DES ÉTUDIANTS

Manifestement, les changements rapides et radicaux des quinze dernières années et la différenciation au sein de l'enseignement supérieur ont également eu un impact sur la situation des étudiants. Sous l'effet de l'accroissement des effectifs, le contexte social de la population étudiante s'est également élargi. La modernisation du cursus des études ainsi que leur diversification (par

exemple l'introduction de l'informatique, de la communication et des nouveaux cursus technologiques) puis, après 1999, la mise en place de la réforme de Bologne ont permis aux étudiants d'obtenir des diplômes reconnus en Europe et dans d'autres régions, et de participer, d'abord comme étudiants, puis comme salariés, à la mobilité internationale.

Mais la rapidité de ces changements a également posé certains problèmes. Tout d'abord, ils éprouvent fréquemment des difficultés à avoir accès à des informations récentes et pertinentes, bien que les services du ministère et les établissements de l'enseignement supérieur essaient d'expliquer de leur mieux le nouveau contexte, les faits et les points de vue nécessaires à toute prise de décision.

La composition de la population étudiante a également changé et s'est différenciée. Aujourd'hui, la moitié des étudiants, en règle générale plus âgés que la moyenne, travaillent, sous une forme ou sous une autre, en plus de leur cursus universitaire. Leur distribution suivant les secteurs s'établit comme suit : 86 % étudient dans les établissements d'État, 6 % dans des établissements confessionnels et 8 % dans des établissements privés. En général, les étudiants à temps plein ne paient pas de frais de scolarité, mais 16 % d'entre eux paient des frais de formation, comparables en tous points aux frais de scolarité. Ceux qui obtiennent des notes relativement basses lors de l'examen d'entrée relèvent de cette seconde catégorie. La plupart des étudiants à temps partiel et de ceux qui suivent un enseignement à distance paient des frais de scolarité.

À dater de 2008, tous les étudiants devront payer des frais de scolarité dont le montant sera à la fois variable suivant le cursus (licence ou master) et fixe au sein de chaque catégorie appartenant au même cursus, du moins lors de la mise en place du nouveau système. Une gestion plus différenciée des frais de scolarité entrera en vigueur un peu plus tard. L'introduction de ce système de frais de scolarité a été précédée d'après discussions politiques et professionnelles. Le cadre réglementaire d'application est en préparation. Enfin, il est évident que les conséquences sociales d'un tel système ne pourront être évaluées que dans plusieurs années.

La question la plus épineuse de l'enseignement supérieur hongrois, qui affecte à la fois les perspectives professionnelles des étudiants et la stratégie des établissements d'enseignement supérieur, est la structure professionnelle de l'enseignement. On observe en Hongrie le même accroissement spectaculaire du nombre d'étudiants dans les formations commerciales et dans les différentes filières des sciences sociales, qui suscitent un grand intérêt, alors même que le marché du travail donne des signes de saturation. En 1990, le nombre très élevé de formations de type technologique, agricole ou pédagogique a été un facteur négatif. Aujourd'hui, les cursus technologique et agricole ne disposent pas d'un nombre suffisamment élevé de postulants correctement préparés, ce qui pose problème. Autre difficulté structurelle, la formation continue dans le supérieur

n'intéresse qu'un public limité car cette qualification ne jouit pas d'un grand prestige, tant auprès des étudiants que des établissements. En fait, ce type de formation n'a pas encore trouvé sa place dans le système éducatif hongrois et le marché du travail n'a qu'une confiance limitée dans ce type de formation. On peut également évoquer le manque de véritable stratégie gouvernementale durant la première phase de l'accroissement du nombre d'étudiants, lorsque l'on poussait tout un chacun à intégrer un établissement professionnel ou une université, si bien que la formation continue supérieure, adjointe tardivement au dispositif, ne pouvait guère rivaliser.

L'interprétation et l'évaluation de l'ouverture sociale deviennent également de plus en plus compliquées, car les différences sociales vont croissant entre les cursus plus ou moins porteurs et monnayables, plus ou moins à la mode et entre ceux, enfin, qui jouissent d'une reconnaissance internationale et ceux qui sont limités au seul territoire national. Il est beaucoup plus facile pour des jeunes nés dans des familles aisées, ayant de ce fait une bonne maîtrise des langues étrangères et des aptitudes sociales, d'intégrer des cursus attrayants et prestigieux, qui ouvrent les portes de carrières prometteuses et rémunératrices.

L'introduction d'un enseignement à cycles multiples a enrichi d'un nouvel élément la façon dont les inégalités sociales se manifestent. Toute la question est de savoir si des étudiants provenant de contextes socioculturels différents ont les mêmes chances d'intégrer des cursus de master après leur licence ou de bénéficier des possibilités offertes par les programmes d'échanges universitaires.

On peut toutefois affirmer que cette ouverture sociale améliore la situation des étudiants, car le déficit démographique diminue sensiblement le nombre de postulants. Qu'il s'agisse du ministère de l'éducation ou des établissements de l'enseignement supérieur, les différents acteurs concernés font preuve de la plus extrême vigilance dans le traitement de ce problème, tout spécialement en ce qui concerne l'apprentissage tout au long de la vie et l'enseignement des adultes. À cet égard, la répartition des tâches et des compétences entre structures d'enseignement n'a pas encore été clairement définie. Comme le montre l'expérience acquise, on peut présumer que les grandes et prestigieuses universités d'État se concentreront avant tout sur la formation et la recherche doctorales, alors que l'enseignement pour adultes sera de la responsabilité des universités régionales et des établissements supérieurs professionnels.

LES RÉACTIONS DES ÉQUIPES ENSEIGNANTES

Après 1990, suite au retour au statut original des universités, l'unité de l'enseignement et de la recherche est devenue un principe de base en Hongrie. La réforme de Bologne a encore renforcé cette exigence. Cependant, sa mise en

œuvre est très difficile dans le contexte d'un enseignement supérieur massifié, tout particulièrement en ce qui concerne la globalité de cet enseignement. Les conditions définies par le Comité d'accréditation hongrois concernant les qualifications scientifiques des enseignants engagés dans le lancement des cursus diplômants sont les mêmes à l'université et dans les établissements professionnels. Dans ces derniers toutefois, la formation, traditionnellement de qualité, nécessite l'embauche d'enseignants qui soient davantage des experts qualifiés et expérimentés, car elle insiste tout particulièrement sur la pratique. Cet état de fait conduit à des discussions et des tensions parfois sérieuses. Si le Comité d'accréditation accepte de reconnaître la diversité des missions au sein des différents établissements ainsi que celle des contenus des différents cursus d'études, ce problème pourra trouver sa solution au cours des prochaines années.

Le contenu des nouveau cursus de licence n'a pas encore été totalement clarifié. D'après la réforme de Bologne, ces cursus devraient assurer une quadruple mission. Ils devraient préparer les étudiants à l'apprentissage tout au long de la vie, assurer leur intégration dans les cursus de master (c'est-à-dire leur donner une formation universitaire), les sensibiliser à leur statut européen et assurer leur entrée sur le marché du travail à l'issue de leurs études. Il s'agit là d'une mission bien trop complexe, qui fait éclater le cadre des trois années, ce qui provoque confusion et erreurs d'interprétation de la part des équipes d'enseignants. Cette question devrait être clarifiée à l'échelle européenne. Les cursus de licence accrédités en Hongrie dans le cadre de la réforme sont déraisonnablement unidimensionnels, uniquement à cause d'une interprétation trop zélée des quatre missions assignées : il n'existe aucun cursus offrant une orientation différente. La dimension universitaire des cursus est la grande perdante dans ce processus qui, de surcroît, suscite l'ire des enseignants. La compréhension et l'acceptation de la différenciation des établissements d'enseignement ne progressent guère, que ce soit au sein des équipes pédagogiques ou au ministère lui-même. L'adaptation du système à ces changements rapides aura constitué un véritable fardeau, car la massification de l'enseignement supérieur a coïncidé en Hongrie avec la mise en place de la réforme de Bologne.

Nombre d'établissements d'enseignement supérieur en Hongrie
(distribution par taille, secteur et type d'établissement), 2006

Secteur Type	Nombre d'étudiants					
	- 1000	1000-5 000	5 000-10 000	10 000-20 000	20 000-	Total
État						
Université	4	2	4	3	5	18
Établissements professionnels	1	6	4	2	0	13
Total	5	8	8	5	5	31
Église						
Université	2	1	1	0	0	4
Établissements professionnels	20	2	0	0	0	22
Total	22	3	1	0	0	26
Privé						
Université	2	0	0	0	0	2
Établissements professionnels	4	8	1	0	0	13
Total	6	8	1	0	0	15
Total	33	19	10	5	5	72
dont						
Université	8	3	5	3	5	24
Établissements professionnels	25	16	5	2	0	48

Source : Statistiques de l'enseignement supérieur 2006, ministère de l'éducation et de la culture, Budapest (données calculées).

BIBLIOGRAPHIE

CLARK B.R. (1998): Creating Entrepreneurial Universities. Organizational Pathways of Transformation, Paris, Pergamon Press.

Country Report on the Implementation of the Bologna Process 2005-2007. Hungary (for the ministers' meeting of the European Higher Education Area in London, 2007) 33 p.

FELT U. (2005): University Autonomy in the European Context: Revisiting the Research – Teaching Nexus in a Post-Humboldtian Environment. Observatory Magna Charta Universitatum. Bologna, Bononia University Press.

GODDART J. (2006): The Role of Higher Education Institutions in Linking Innovation and Territorial Development. Paper presented at the Autumn Conference of the European University Association "European Universities as Catalysts in Promoting Regional Innovation", Brno, 19-21 October.

HRUBOS I. (1999): Transformation of the Hungarian Higher Education System in the 1990s. Civic Education Project. Discussion Series, Vol. 1, No. 2, 13 p.

HRUBOS I. (2003): Differentiation, Diversification and Homogenization in Higher Education. European Education, Vol. 34. No. 4, Winter, pp. 56-69.

HRUBOS I. (2006): A 21. század egyeteme. (The University of the 21st century) Educatio, Vol. XV, No. 4, pp. 665-683.

Managing University Autonomy. University Autonomy and the Institutional Balancing of Teaching and Research (2005): Observatory Magna Charta Universitatum. Bologna, Bononia Press.

POLÓNYI I. (2007): A bolognai modellre történő áttérés gazdasági és finanszírozási gondjai. (Economic and Financing Problems of the Transition to the Bologna Model) In: Hrubos I. (ed): A felsőoktatás szerkezetének és finanszírozási rendszerének átalakulása a lineáris modellre történő áttérés során (The Transformation of the Structure and Financing System of Higher Education in Transition to the Linear Model). pp. 117-156.

Statisztikai Tájékoztató. Felsőoktatás. Oktatási és Kulturális Minisztérium (Statistics on Higher Education. Ministry of Education and Culture).

TEICHLER U. (1993): Structures of Higher Education Systems in Europe. In: Gellert C. (ed.): Higher Education in Europe. Jessica Kingsley Publishers, London pp. 23-36.